

Samuelson, Paul A. (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calmann-Lévy, 1971, Coll. « Perspectives de l'Économie », 366 p.

Antoine Ayoub

Volume 2, Number 3, 1971

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700132ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700132ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ayoub, A. (1971). Review of [Samuelson, Paul A. (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calmann-Lévy, 1971, Coll. « Perspectives de l'Économie », 366 p.] *Études internationales*, 2(3), 496–497.
<https://doi.org/10.7202/700132ar>

dans la plupart des tractations et des contrats signés entre les firmes privées de l'Ouest et les trusts d'États de l'Est) un tableau presque complet des conditions, des contraintes, des réalisations et des perspectives des relations économiques est-ouest. Uniquement pour ce côté documentaire, le livre de S. Pisar présente un intérêt certain, d'autant plus que les informations dans ce domaine sont très difficiles d'accès et très rarement synthétisées.

En dernier lieu, il ne faut surtout pas oublier de lire le chapitre dix intitulé « Journal d'un négociateur », qui éclaire d'une lumière vive, réaliste et humoriste, tout le reste de l'ouvrage.

Antoine AYOUB

Science économique,
Université Laval.

1 P. A. SAMUELSON (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calman-Lévy, 1971, pp. 186-187.

2 Maurice BYÉ, « Au-delà du commerce et de l'aide », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1965 ; « Vers la production en commun », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1965.

SAMUELSON, Paul A. (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calman-Lévy, 1971, Coll. « Perspectives de l'Économie », 366p.

Il s'agit des communications, rapports et mémoires présentés lors du III^e Congrès de l'Association Internationale des Sciences Économiques, qui s'est tenu à Montréal, en 1968. Le titre de l'ouvrage indique le thème général du Congrès.

Avant d'aborder l'analyse de cet ouvrage il faut saluer chaleureusement l'initiative prise conjointement par le professeur R. Mossé (préfacier et coordonnateur de l'ouvrage, par la maison d'édition et le C.N.R.S. français, qui a permis, par une subvention, la réalisation de cette édition. En effet, il était aberrant que les Actes du congrès de cette association internationale soient publiés uniquement en anglais,

d'autant plus que ce congrès n'a lieu que tous les six ans.

Était-il donc si coûteux et si irréalisable de « prodiguer » l'effort nécessaire afin d'enrichir la littérature économique française d'un apport de cette importance ? Il faut espérer, néanmoins, que cette initiative se répétera en 1974, date du prochain congrès.

Une deuxième remarque avant d'attaquer notre propre sujet, a trait à la répartition par langue des communications et des rapports. La constatation qui vient directement à l'esprit devant l'évidence des faits, c'est que l'anglais demeure l'*esperanto* des économistes. On peut deviser longtemps sur l'origine, la persistance et la croissance de ce phénomène, il n'en demeure pas moins vrai que son effet est déplorable : ignorance presque totale de tout ce qui s'écrit ou se dit en une langue autre que l'anglais, sauf de rares exceptions. L'argument avancé chaque fois que l'on soulève le problème est que le coût marginal de l'apprentissage est très élevé par rapport aux bénéfices escomptés sur le plan du métier.

Avec toute la modestie scientifique qui s'impose dans ce domaine et sans aucunement nier l'apport irremplaçable de la littérature anglaise en sciences économiques il est légitime de douter du bien-fondé de cette attitude. Qu'il nous soit permis de mentionner ici que lors d'un récent congrès mondial, un économiste de l'école anglo-saxonne s'est taillé un « succès unanime » en présentant presque textuellement des idées qui furent développées, il y a une vingtaine d'années en France, par le professeur Fr. Perroux. Le pire est que l'économiste en question n'a même pas pris la peine de citer ses sources.

Ces deux remarques étaient obligatoires dans la mesure où il s'agit des Actes d'un congrès et d'une association qui se veut *internationale*... Reste le plus important, c'est-à-dire les rapports et les commentaires. Que peut-on dire à leur sujet ?

En premier lieu, et comme dans tout congrès, l'inégale qualité scientifique des rapports est de mise. Il serait, par conséquent, injuste de comparer l'article descriptif et plutôt superficiel de Khachatourov aux envolées théoriques de grand style d'un H. Johnson ou d'un T. Scitovsky.

En second lieu, les sujets choisis comme thèmes des débats sont, indubitablement, d'une brûlante actualité (Commerce international et pays en voie de développement — la théorie du commerce international — les problèmes du commerce Est-Ouest — les problèmes de l'intégration et du Marché commun, de la liquidité internationale, etc.). Tous ces problèmes et d'autres encore furent discutés et controversés, mais très rarement avec la mentalité « d'aller au devant de l'univers naissant », d'après la recommandation et le souhait de Samuelson dans son exposé introductif.

En choisissant au hasard, l'on peut constater que, sur le sujet du commerce international et les pays en voie de développement, par exemple, H. Myint, ses commentateurs et les résultats de la table ronde sur le sujet n'ouvrent, franchement, aucune perspective nouvelle. On tourne toujours autour de quelques idées surannées sans jamais aller au fond des choses ; sans jamais avancer, au moins comme possible, que l'étude du problème du sous-développement offre l'occasion inespérée de revoir et au besoin de modifier les concepts et les théories en cours sur l'économie internationale. Il faut reconnaître, toutefois, que l'idée de trouver à « l'économie du don » sa place dans la théorie économique fût au moins soulevée. Il y a là une voie de recherche vierge et pleine de promesse.

En troisième lieu, et c'est là une critique d'ordre technique, nous aurions aimé lire le compte rendu enregistré des interventions avec les noms des intervenants, au lieu de lire des rapports de synthèse impersonnels et froids. Bien sûr, cela aurait augmenté de beaucoup le nombre de pages mais, encore une fois, ce n'est que chaque six ans que les économistes répètent la « gaffe » de se réunir et il nous semble pardonnable de leur permettre ce luxe au moment où des tonnes d'une littérature insipide se déversent chaque jour sur nous.

En conclusion et bien qu'il soit très difficile dans un compte rendu de ce genre de passer en revue toutes les communications, il nous semble que ce recueil, malgré tout, est à recommander aux étudiants et aux chercheurs (même ceux qui ne sont pas de purs économistes mais qui s'occupent des relations internationales). Il fait le point sur des problèmes actuels et il peut stimuler les esprits, justement

parce qu'il pêche, parfois, par trop de conformisme.

Antoine AYOUB

*Science économique,
Université Laval.*

CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES (N° 171), en
collaboration, *Tableau des partis poli-
tiques en Amérique du Sud*, Fondation
nationale des sciences politiques, Paris,
Armand Colin, 1969, 430p.

Voici un ouvrage de consultation qui se révélera utile pour qui veut se retrouver dans les dédales excessivement complexes de la vie des partis politiques sud-américains. Il faut bien lire *sud-américains* car il ne couvre que les dix pays de l'Amérique du Sud même. On promet un autre volume pour les partis des Amériques centrale et insulaire. Cet ouvrage bien fait fut préparé par six chercheurs de la section « Amérique latine » du *Centre de Relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris*, dirigés par François Chevalier. Les chercheurs qui ont signé les chapitres portant chacun sur un pays en particulier sont connus des lecteurs de la littérature française sur des sujets latino-américains : Jean-Pierre Bernard, Silas Cerqueira, Pierre Gilhodès, Hélène Graillet, Leslie F. Manigat, Hugo Neira. À la lecture de ce « tableau », on se rend compte cependant de la mouvance des choses politiques dans l'hémisphère sud. Des dix pays examinés dans des études qui datent de 1966 et 1967, deux aujourd'hui, en 1971, sont sous régime militaire de droite (Brésil et Argentine), deux sont sous régime militaire de gauche (Bolivie et Pérou), et deux sous dictature (Équateur et Paraguay). Ce qui laisse quatre pays où le jeu des partis politiques conserve encore un certain sens : Chili, Colombie, Uruguay et Venezuela.

C'est peut-être là la plus grande limitation à ce travail. Il a vieilli vite. Ses données gardent évidemment une valeur historique et il faut la plupart du temps les connaître pour comprendre les situations actuelles. Il ne faut cependant pas être dupe et se rappeler, surtout aujourd'hui devant plusieurs situations sud-